



PAR
Paul Sugy

Dans son rapport sur les Frères musulmans et l'islamisme politique en France, le ministère de l'Intérieur relevait l'existence de « 127 associations sportives identifiées comme ayant une relation avec une mouvance séparatiste » dont les « dirigeants ou entraîneurs adoptent une attitude prosélyte, mettent en avant l'identité arabo-musulmane et développent des pratiques religieuses » à l'intérieur des stades ou des vestiaires. Selon plusieurs sources, ce décompte inclut la section football de l'Association sportive fontenaysienne (ASF), le club de foot de Fontenay-aux-Roses. Une situation qu'Alexandre Brugère, l'une des éminences grises de Bruno Retailleau sur ce sujet, connaissait bien : la commune est située dans les Hauts-de-Seine, dont il est le préfet.

Ces faits d'extrême musulman et de communautarisme ne sont pas nouveaux : président du club de 2015 à 2017, Marc Soukup se souvient qu'à l'époque « les islamistes avaient fait main basse sur la section foot, ils ne supportaient pas que des gens différents d'eux ou éloignés de leur quartier soient aux affaires à leur place ». Les prières musulmanes se pratiquaient alors tant sur le stade que dans les vestiaires, au vu et au su de tous. À la demande du maire (UDI) Laurent Vastel, deux entraîneurs identifiés comme les « leaders » de ce phénomène, Ramzy E. et Bertrand N., par ailleurs fonctionnaires de la municipalité, ont d'abord été écartés, avant que l'ASF ne décide de fermer tout bonnement les équipes d'adultes pour se concentrer sur les jeunes de 6 à 12 ans « afin d'assainir le club ». La même année, la préfecture des Hauts-de-Seine fermait la mosquée voisine, fréquentée par des entraîneurs du club, pour « apologie du terrorisme » après des prêches qualifiant les djihadistes de « musulmans qui ont la foi » ou distinguant « les musulmans d'une part et les chiens de mécréants d'autre part ».

La mairie a décidé néanmoins de rouvrir la section senior dès 2020, officiellement en échange de garanties concernant le respect de la laïcité au sein du club, et Bertrand N. est revenu entraîner les joueurs deux ans plus tard. Depuis lors, selon plusieurs informations recueillies par *Le Figaro*, l'emprise communautaire exercée par une poignée d'entraîneurs sur les joueurs du club est de nouveau manifeste, sans que ce phénomène ne paraisse inquiéter les dirigeants de l'association sportive.

Lors d'un déplacement pour un match, Fontenay a été le théâtre de piques nigues et a jeté les sandwiches qui contenaient le porc.

Le père d'un enfant inscrit dans le club

Ainsi, en septembre dernier, la municipalité a été avertie de prières effectuées par un entraîneur du club en plein milieu du stade du Panorama, terrain principal des entraînements du club dans l'ouest de Fontenay-aux-Roses. Des faits qui ne sont pas isolés, à en croire la surveillance dont fait l'objet le club : plusieurs personnes de la ville ont été récemment interrogées par des agents du renseignement territorial pour identifier un autre entraîneur, pris en photo également en train de prier pendant un match. Les agents, dépêchés après des signalements reçus par la préfecture, « établissent toujours un lien entre le club de foot et la salle de prière », rapportent des interlocuteurs ayant participé à ces réunions.

Le père d'un enfant inscrit dans le club témoigne pour sa part d'un « prosélytisme » très présent lors des activités, spécialement les déplacements pour des matchs en extérieur, pendant lesquels les jeunes sont entièrement confiés à la responsabilité des bénévoles : « Lors d'un déplacement pour un match, l'entraîneur a vérifié les piques-nigues et a jeté les sandwiches qui contenaient du porc », témoigne-t-il. Si l'homme se dit lui-même musulman, il ajoute : « Je ne mets pas mes enfants au sport pour qu'ils se retrouvent piégés dans des codes que je ne leur impose pas à la maison. Au club il y a un entre-soi, pour se saluer il faut dire "salam aleykoum" et pas "bonjour", lorsqu'il y a un apéritif on ne doit apporter que du halal... Ils mélangent en permanence le sport et la religion. »

« Ils », dans sa bouche, désigne Bertrand N., donc, mais également Mehdi C., l'actuel président de la section foot, un proche de Bertrand N. recruté par lui en 2022. Décrit comme le véritable « caïd » de la bande d'après des salariés du club, Mehdi C. a assuré pourtant au *Figaro* n'avoir observé aucun fait de cette nature au sein du club : « Vous pensez bien que sinon j'aurais écarté ces personnes de mon organigramme », déclare-t-il. Il s'est montré plus évasif en revanche au sujet de Bertrand N., issu d'une famille catholique d'origine sénégalaise mais converti à l'islam, qui passe pour un fidèle très observant : « Sa femme est volée de la tête aux pieds, lui-même ne serre pas la main des femmes, il ne porte pas d'or car l'islam l'interdit aux hommes... », décrit un habitué de la section foot. Surtout, Bertrand est connu dans l'association pour pratiquer la « hijama », une médecine traditionnelle musulmane rapportée par les hadiths et consistant à prélever du sang par



Le stade du Panorama, dans l'ouest de la commune alto-séquanaise, est le terrain principal des entraînements de la section foot de l'association sportive.

Comment l'AS Football Fontenay-aux-Roses a sombré dans le communautarisme

En 2017, le club de foot de cette ville des Hauts-de-Seine avait partiellement fermé pour juguler l'emprise exercée par des entraîneurs proches de la mosquée salafiste voisine. Quelques années plus tard, des profils radicaux sont revenus et règnent sur un club abandonné au communautarisme religieux.

« ventousothérapie ». Popularisée en France par Karim Benzema, notamment dans le milieu du sport, cette pratique controversée semble étreindre, après les profils de Bertrand N. sur les réseaux sociaux, l'une de ses activités secondaires. Plusieurs sources attestent d'ailleurs qu'il lui arrive de proposer ses soins à des joueurs du club.

L'arrivée des deux hommes à la tête du club coïncide avec la mise à l'écart des femmes au sein de la section football. L'équipe féminine de foot, pourtant très active et auréolée de résultats sportifs prometteurs, avait d'abord été l'une des victimes collatérales de l'arrêt partiel des activités du club en 2017 ; depuis, les efforts pour remonter l'équipe et proposer de nouveau aux jeunes filles de la ville de jouer au football sont restés vains, malgré l'existence d'une « vingtaine de filles motivées » pour continuer de s'entraîner avec le club – elles devront finalement intégrer celui d'une autre ville. L'ancien responsable du club Marc Soukup évoque des difficultés logistiques : « Il

aurait fallu construire des équipements supplémentaires, d'autres vestiaires, des endroits pour qu'elles soient à part : ça aurait été trop compliqué », juge-t-il, rejetant la responsabilité de ce sous-investissement sur la municipalité, qui finance l'ASF à hauteur de 350 000 euros chaque année, tandis que le reste du budget de l'association, soit 1,7 million d'euros annuels, est principalement financé par les cotisations. Sur l'absence d'équipe féminine, Mehdi C. évoque quant à lui des raisons de sécurité, faisant valoir qu'il n'a pas réussi à obtenir de la police municipale des garanties suffisantes pour empêcher que les joueuses ne soient « harcelées ».

Mais une autre « affaire » éclaire d'un autre jour la place marginale laissée aux femmes au sein du club. En 2024, la présidence de la section foot échoit à Mélissa D., une coach sportive chevronnée décidée à reprendre en main la gestion clinique du club. En octobre de cette année-là, une réunion houleuse avec Mehdi C. et Bertrand N. l'a rapidement conduite à prendre ses distances avec le duo et à leur signifier leur mise à l'écart. Plusieurs témoignages concordants, dont celui d'un ancien salarié de l'ASF ayant quitté le club omnisports à la suite de l'histoire, assurent que la jeune femme a fait alors l'objet de menaces de la part des entraîneurs qu'elle entendait mettre au pas. « Ils ont alors ressorti une affaire privée, en ébruitant une relation qu'elle aurait eue avec un joueur, pour faire du chantage sur elle ; ensuite, ils lui ont interdit de remettre les pieds à Fontenay », raconte un membre du club. La conduisant finalement à démissionner quelques jours après l'altercation, et à déposer une main courante au commissariat au sujet de ces menaces. Le joueur accusé d'entretenir une relation avec elle a quant à lui vu son véhicule incendié au même moment. « En utilisant les meurs, ils ont montré aux autres que c'était une mauvaise femme, qu'elle était inférieure... On est au Moyen Âge, avec eux ! », s'emporte un parent de joueur témoin des événements.

Interrogés au sujet de cet événement, le président de l'ASF Philippe Geri et la vice-présidente Dominique Dusserre-Emard commentent sobrement : « On a appris qu'elle aurait un amant, et que cette relation amoureuse posait problème, mais on n'a pas interprété cela comme de la misogynie, plutôt une simple incompatibilité entre personnes. »

Seulement, pour ne rien arranger aux affaires du club, l'un des coaches de la bande, Zaire F., par ailleurs le seul à disposer d'un brevet d'Etat pour entraîneur des footballeurs, a été mis en examen pour viol puis placé en détention provisoire le 9 octobre 2025, après la plainte d'une jeune fille ayant participé à une soirée d'anniversaire d'un autre entraîneur du club de foot, à laquelle participaient de nombreux bénévoles de la section.

Deux mois plus tard, en décembre 2025, un autre entraîneur, Ali, était écarté quant à lui de ses fonctions à la suite d'un contrôle du ministère de la Jeunesse et des Sports déclenché suite à l'affaire du viol : il avait dissimulé au club ses antécédents judiciaires, alors qu'il avait fait par le passé l'objet de condamnations diverses, notamment pour trafic de stupéfiants.

Ce n'est pas la seule fois que des comportements menaçants ont été rapportés au sein de l'association sportive. Un stagiaire recruté par l'ASF assure au *Figaro* avoir été lui-même « menacé » par Mehdi C., à la suite d'un différend sur les missions qui lui étaient confiées dans le cadre de son contrat. « Il s'est fait embrouiller, traiter de moins que rien... Puis il m'a fait écouter les enregistrements vocaux des menaces reçues : Mehdi lui a dit qu'il lui casserait la gueule ! Ensuite, il lui a dit qu'il avait une arme dans sa voiture, et qu'il allait finir dans le coffre s'il continuait », rapporte un ancien salarié auprès de qui le jeune stagiaire s'est confié. La direction de l'ASF a par la suite affecté le stagiaire à une autre section sportive, en lui demandant de ne pas porter plainte. Interrogée à ce sujet, Dominique Dusserre-Emard assure n'avoir « pas de souvenir précis » des raisons qui ont conduit à l'époque le jeune homme à se confier auprès d'elle après ces menaces, se remémorant seulement qu'il « ne trouvait pas son compte dans la façon dont on lui proposait de travailler ». Mehdi C. nie de son côté toute menace, même s'il reconnaît que dans le cadre de ses fonctions professionnelles dans la sécurité ferroviaire il disposait en effet d'une arme de service.

Il faut dire que la direction de l'association a fort à faire par ailleurs : pointé lors d'un contrôle effectué par l'Urssaf à l'été 2025, un système de défraiement forfaitaire pour les entraîneurs générale de fortes disparités au bénéfice de certains bénévoles du foot. Un système dont le président et la vice-présidente de l'ASF assurent avoir conscience, et qu'ils indiquent vouloir réguler.

À quelques mois des élections municipales, il n'en demeure pas moins que la vie du club est scrutée de près par les différentes listes en lice pour la mairie. Du côté de l'équipe sortante, les liens sont particulièrement mis à mal par une polémique au sujet d'un projet de centrale géothermique dont la construction affecterait la disponibilité du stade du Panorama pour les joueurs... Un sujet sur lequel Mehdi C., lui, s'est enflammé, au point de démarcher l'un des principaux opposants de gauche au maire actuel, Gilles Mergy - sur la liste duquel le président de la section football figure désormais en bonne place, à en croire le site internet « L'élan citoyen pour Fontenay ! ».